

R : Le problème foncier c'est un problème. Comme tout problème: il y a une solution; et moi en tant que maréen je sais que les problèmes je les connais et les réponses aussi. Je ne vais pas avoir besoin d'un autre pour venir régler les problèmes, alors je cherche à solutionner. Maintenant il y a des personnes qui me proposent d'aller travailler sur leur terre, parce que se sont des terres qui n'ont pas de cailloux comme chez moi. Moi je peux le faire à condition qu'on vienne me le demander et puis il faut bien discuter, et là il n'y aura pas de problème.

Q : (M. Velot), Est ce qu'actuellement sur Maré il y a des regroupements de producteurs ou d'associations ? Ou est-ce en projet ?

R : Il y a des associations, il y a un syndicat de producteurs qui vient de se former. Mais pour en revenir à la question du foncier, je sais que les propriétaires terriens, je sais qu'en profondeur, ils sont propriétaires de la paix. Si la paix n'y est pas, c'est qu'il y a toujours des éléments extérieurs aux propriétaires terriens qui viennent pousser. Le propriétaire terrien c'est le propriétaire de la paix dans la tribu.

Q : Que conseillerez-vous aux jeunes qui veulent se lancer dans l'agriculture ?

R : En premier lieu d'avoir une disponibilité d'esprit et commencer à la maison à écouter les parents. A partir de là il y a différents paramètres à passer pour devenir des vrais techniciens. Je suis parti de mécanicien et je suis arrivé à devenir agriculteur. Il y a deux paramètres importants qui sont l'information et la formation. Il faut une disponibilité d'écoute, de compréhension. Devant votre question je fais appel à la communication dans le monde kanak, vous savez chez nous, ça se fait verbalement c'est pas comme des banques de données dans les pays comme en France, alors si les vieux ne communiquent pas leur savoir aux jeunes, le jour où ils partent, c'est tout un savoir qui part avec...

Q : (M. Auvergne), actuellement que peuvent faire les regroupements, les syndicats d'agriculteurs ?

R : Le syndicat peut servir la vente des produits de Maré, surtout pour inciter les gens à faire un produit en respectant les normes du marché de Nouméa ou éventuellement de l'exportation. Le rôle du syndicat, comme tout syndicat, ce n'est pas de faire la grève mais c'est de défendre l'intérêt des travailleurs.

Q : (M. Velot), Comment c'est fait le choix de vos produits, vous parlez de litchis, de vanille, d'agrumes ?

R : Il a fallu d'abord planter tout, tout ce qui peut se planter à Maré; je suis parti du principe que si il y a un goyavier qui pousse très bien à Maré si je le remplace par un pied de litchis ça risque de bien pousser aussi.

Et il y a eu chez moi un verger de comportement en avocatiers. Non seulement l'avocatier se comporte très bien à Maré mais je me suis rendu compte aussi des différentes variétés qui seraient commercialisables, qui correspondraient à la demande avec des facteurs comme les variétés précoces, parce qu'à la saison des avocats, il y a beaucoup d'avocats, et à cela s'ajoute la qualité du produit. Nous à Maré on essaye de diffuser un produit de qualité, ce qui doit faire notre orgueil aussi.

peu tatonné ? Vous avez fait des essais, vous avez regardé ce qui marchait le mieux...

R : Vous savez, quand je travaillais dans les travaux publics, j'ai eu la chance de pouvoir cotoyer les grands agriculteurs de la brousse, ce qui m'a permis d'avoir déjà une banque de renseignements relatif à l'agriculture et je me suis servi des données pour ne pas perdre de temps. Actuellement mon exploitation sert un petit peu à l'organisme où je travaille qui est l'ADRAF, pour faire des essais de prélèvements sur mon exploitation de façon à ce que l'agriculture à Maré et aux îles évolue vers un produit de qualité. Je suis un peu un fer de lance qui est parti devant.

Q : (M. Auvergne) Si vous aviez un bilan à faire sur votre expérience, quels sont les deux ou trois déterminants de réussite de votre expérience qui pourrait servir au développement ?

R : Avant tout, d'être soi-même, et de compter sur soi-même. L'assistantat c'est très négatif. Pour former des jeunes il faut les rendre responsables et les rendre responsables ce n'est pas les rendre sujet à l'assistantat.

Q : Vous avez eu une démarche personnelle qui s'est reporté sur l'ensemble des gens, pensez vous que c'est un élément de votre réussite ?

R : Il n'y a pas de réussite, mais je fais parti d'une collectivité, donc d'un ensemble; la vie en tribu c'est de vivre ensemble et je pense que la meilleure des choses qui serait à faire pour chacun, c'est de pouvoir subvenir au bonheur du prochain. A partir du moment où on fait plaisir à une personne seulement, je trouve que c'est déjà une réussite.

Q : ? (inaudible)

R : Il faut qu'on parvienne à se regrouper, nous. Nous ne savons pas, nous dans le monde mélanésien travailler ensemble de cette façon. On se dit communautaire mais ce n'est pas très clair. Peut être qu'à partir d'un travail individuel on éprouvera le besoin de se regrouper.

Q : Avez vous une aide de techniciens ?

R : Dans les îles il y a toujours des techniciens, il y a des techniciens de l'ADRAF, il y a des techniciens du SRP. Le vrai problème c'est de pouvoir comprendre et d'avoir une disponibilité d'esprit. Vous savez, nous les mélanésiens nous avons aussi un orgueil, mais cet orgueil nous pousse parfois un peu loin, comme dire par exemple : "ici à Maré il n'y a que moi qui connaît l'agriculture" ou "j'ai pas besoin des petits blancs pour venir m'apprendre"... Mais qu'est ce que ça coûte de vouloir seulement écouter ?

Q : (M. Velot), On parle de mécanisation de la culture et de celle de la culture de l'igname tout particulièrement ? Quel est votre point de vue ?

R : Je ne vous apprend rien en disant que l'économie c'est la source du travail et le développement c'est de créer des revenus à partir des produits. Or travailler, il faut que ce soit rentable. La mécanisation ça permet justement cela. Il existe à Maré une association qui s'engage et, ce qui est très bien, c'est que ce sont des vieux qui se sont engagés à poser cette mécanisation. Pour moi c'est quelque chose de positif et de très magistral en milieu kanak, parce que normalement l'évolution se sont les jeunes, mais là se sont des vieux qui se sont mis à la mécanisation. La mécanisation de l'igname je crois que c'est à Lifou aussi, c'est en marche et je compte beaucoup dessus parce que ça permet justement

I - DES REVENDICATIONS CULTURELLES KANAK A LA MISE EN PLACE D'UN MODELE DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU KANAK.

a) Les retombées en Nouvelle-Calédonie de la révolution sociale en France de 1968.

En 1970, les premiers étudiants Kanak regagnaient la Nouvelle-Calédonie. Pendant leur séjour métropolitain, ils ont suivi (d'une manière passive ou active) la révolution sociale de la France à la fin de la décennie 60. Fort de cette expérience, les néo-calédoniens en font part à l'ensemble des résidents du "caillou". Au niveau des autochtones, cette recherche d'une égalité sociale entre les différentes ethnies du Territoire se manifeste par la création des groupes de pression tels que le groupe "1878", "Cicicadri" et tant d'autres.

De cette première sollicitation qui est surtout sociale, les groupes de pression orientent leur revendication vers la culture. L'élément fondamental de la culture kanak est ancré dans la terre. Mais cette terre n'était contrôlée que localement par le kanak. Une grande partie était sous la tutelle de l'Etat Français et de colons. A partir de ce constat, les groupes de pression ressentent un besoin réel d'aller au-delà de cette revendication culturelle. Dès lors, la revendication culturelle atteint une autre dimension qui est politique. Ils espèrent en une assise politique pour la reconnaissance de cette identité culturelle fondée sur la terre.

Pendant que cette interpellation fait son chemin sur le terrain, les groupes de pression s'engageaient déjà sur la seconde marche qui consistait à prévoir un support économique. Cette préoccupation était largement soulignée au congrès d'Amoa du PALIKA, en 1976. Une grande question était inscrite sur un panneau imaginaire : " que peut-on faire à partir de la terre qui est la nôtre ? ". Toutefois, aucune réalisation ne concrétisait cette sollicitude. Néanmoins, elle marquait là, une prise de conscience de la part de la jeune génération kanak.

b) La décision politique de 1981

Le Palika se scinde en deux groupes pour des raisons d'ordre idéologique. La partie scissionniste crée le parti de Libération Kanak Socialiste. A son premier congrès de Hmelek en 1981, l'assemblée à l'unanimité décidait de mettre sur pied "un modèle de développement adapté au kanak". L'objectif de cette création est formulé par trois questions principales :

CREER UN DEVELOPPEMENT, POUR QUI?
CREER UN DEVELOPPEMENT, PAR QUI ?
COMMENT CREER UN DEVELOPPEMENT ADAPTE AU KANAK?

Pour atteindre cette finalité, deux mots d'ordre du parti (LKS) sont retenus comme code de bonne conduite :

- 1) D'abord compter sur ses propres forces;
- 2) Toute décision prise doit obtenir un consensus général.

En un mot pour résumer ces différentes aspirations, cet outil de travail qui reste maintenant à être déterminé doit rendre service à la population de Lifou. En complément, cette même population doit veiller à la bonne marche de cet outil de travail.

c) Quel est l'outil de travail capable de générer un modèle de développement adapté au Kanak ?

Au congrès de Hmelek, l'option a été prise en faveur d'une coopérative. En effet, les premières coopératives virent le jour à Lifou, en 1965 et en 1968.

Ce sont des outils de travail qui ne semblent pas étrangers aux insulaires. Cette coopérative ne peut fonctionner que si elle dispose d'un soutien financier non seulement important, mais aussi régulier que possible. C'est la raison pour laquelle, la coopérative ne doit pas être uniquement une table de vente des produits locaux. La coopérative sera également un centre d'approvisionnement en produits de première nécessité (la grande cavalerie).

Il est aussi décidé que dans les tribus où le parti a des adhérents, ces personnes doivent s'associer pour créer des cellules de production végétale ou animale pour approvisionner la coopérative. Cet outil de travail serait installé à Wé. La situation géographique de cette localité est un atout à ne pas négliger. Elle représente un carrefour d'échanges économiques entre les trois districts qui composent la commune de Lifou.

d) La mise en place de la KND.

En novembre 1981, la cellule de base de Wé organise une journée de vente de bognas et de brochettes. Rien n'était imposé aux adhérents et sympathisants. Les participants amenaient selon leur bon vouloir des dons en nature. De cette vente, se dégage un bénéfice d'une valeur de 50 000 F CFP.

Cette somme constitue le capital social de la coopérative baptisée alors sous le nom de Koopératif Ne Dehu.

La KND a un statut juridique d'une société coopérative de production. Elle compte une cinquantaine de membres. Ce qui représente un apport individuel financier de 1 000 F CFP.

Le local de la KND couvrait une surface de 6 m². En réalité ce bâtiment appartient à un membre de la KND. C'est pourquoi, il l'a mis à la disposition de la KND. La KND est gérée par deux bénévoles pendant une durée d'un an.

Que pouvait-on trouver dans les rayons de cette coopérative. Ce sont essentiellement des produits de première nécessité comme du sucre, du riz, du beurre, du lait. A cela s'ajoutent les excédents vivriers des insulaires de Lifou.

La KND ne possédait pas de voiture. Les coopératives tribales qui souhaitaient écouler leurs produits devaient les conduire à Wé par leurs propres moyens. C'est là, un signe comme quoi la KND est l'affaire de toute communauté, aussi bien celle qui est affiliée au LKS que celle qui désire participer à l'élaboration d'un projet de développement économique viable.

Pour assurer la bonne marche de la KND, un comité de suivi était créé. Ce comité regroupait dix sept délégués puisque la KND réunissait dix sept coopératives tribales.

II - LES CHAMPS D' ACTIONS DE LA KND.

L'intérêt immédiat de la mise en place de la KND est de dynamiser les forces productives de la commune de Lifou. Dans un second temps, elle se propose de coopérer avec des structures économiques parallèles dans les deux autres communes de l'archipel des Loyauté. Enfin, dans un rayon d'action beaucoup plus large, s'entendre avec des structures économiques de la Grande-Terre pour conquérir le marché de Nouméa, et dans un avenir assez proche avoir des ouvertures sur le marché international.

a) A la recherche de la maîtrise de l'espace économique local.

- Au niveau de l'approvisionnement en produits importés : Nous nous permettons de rappeler, ici, l'une des motivations de la mise en place de la KND qui consiste à créer un outil de travail qui doit rendre service au peuple. Le meilleur moyen de se rendre utile à une société est de rechercher les besoins ressentis par cette population. Dans les tribus voisines de Wé à 7 kms (district de Lōsi), à 14 kms (district de Gaïca) et autant dans les districts de Wet. C'est la raison pour laquelle, le conseil d'administration de la KND (1984) décida d'épauler chaque comité tribal qui souhaitait avoir une coopérative d'approvisionnement. Pour ce faire, la KND accorde à chaque cas un prêt en matériel, sans taux d'intérêt pour le remboursement. Dans ce contexte, la KND devient un comptoir où les petites coopératives viennent s'approvisionner.

- Au niveau de l'approvisionnement en produits locaux: la date de référence reste toujours l'année de réflexion et de décision de Hmelek en 1981. En effet, on assistait à une répartition des types de production végétale et animale selon les capacités de production de chaque comité tribal et surtout de la localisation des tribus. Le comité de Thuahik se propose de produire des tomates. Selon le savoir empirique des résidents de cette tribu, la terre est réputée de bonne qualité. Ces personnes s'adonnent beaucoup à la culture vivrière. Ce débordement vers un domaine maraîcher ne consiste pas en lui-même une difficulté. Autre cas, le comité de Xepenehe s'est proposé pour l'approvisionnement de la KND en poisson. Xepenehe est une localité du littoral. Elle est ancrée dans la baie de Santal. Selon les anciens, cette zone est poissonneuse. De plus, les résidents de cette localité sont réputés pour la pêche.

Après une année de fonctionnement, la KND s'achète une voiture. Ce moyen de locomotion permet à la KND de s'approvisionner en fruits et légumes d'une manière régulière.

Globalement, la KND reste un centre d'approvisionnement. Par des besoins jusque là inconnus, elle devient le principalement fournisseur des coopératives tribales. Elle compte aujourd'hui 11 salariés.

La KND ne cesse donc de s'agrandir. En 1982, une section couture voyait le jour. Elle emploie trois personnes. Leur spécialité est la confection des robes missions qui sont très désirées par les Mélanésiennes. Cependant ce secteur, peut aussi écouler les productions des groupes de femmes ou bien d'autres collectifs.

En 1984, une boucherie est installée. Elle fait travailler trois personnes. Là, on vend essentiellement des produits importés de Nouméa. L'une des motivations qui a incité le Conseil d'administration de la KND à ouvrir une boucherie est le besoin coutumier des insulaires en viande camée. En cas de

K

K

e

e K